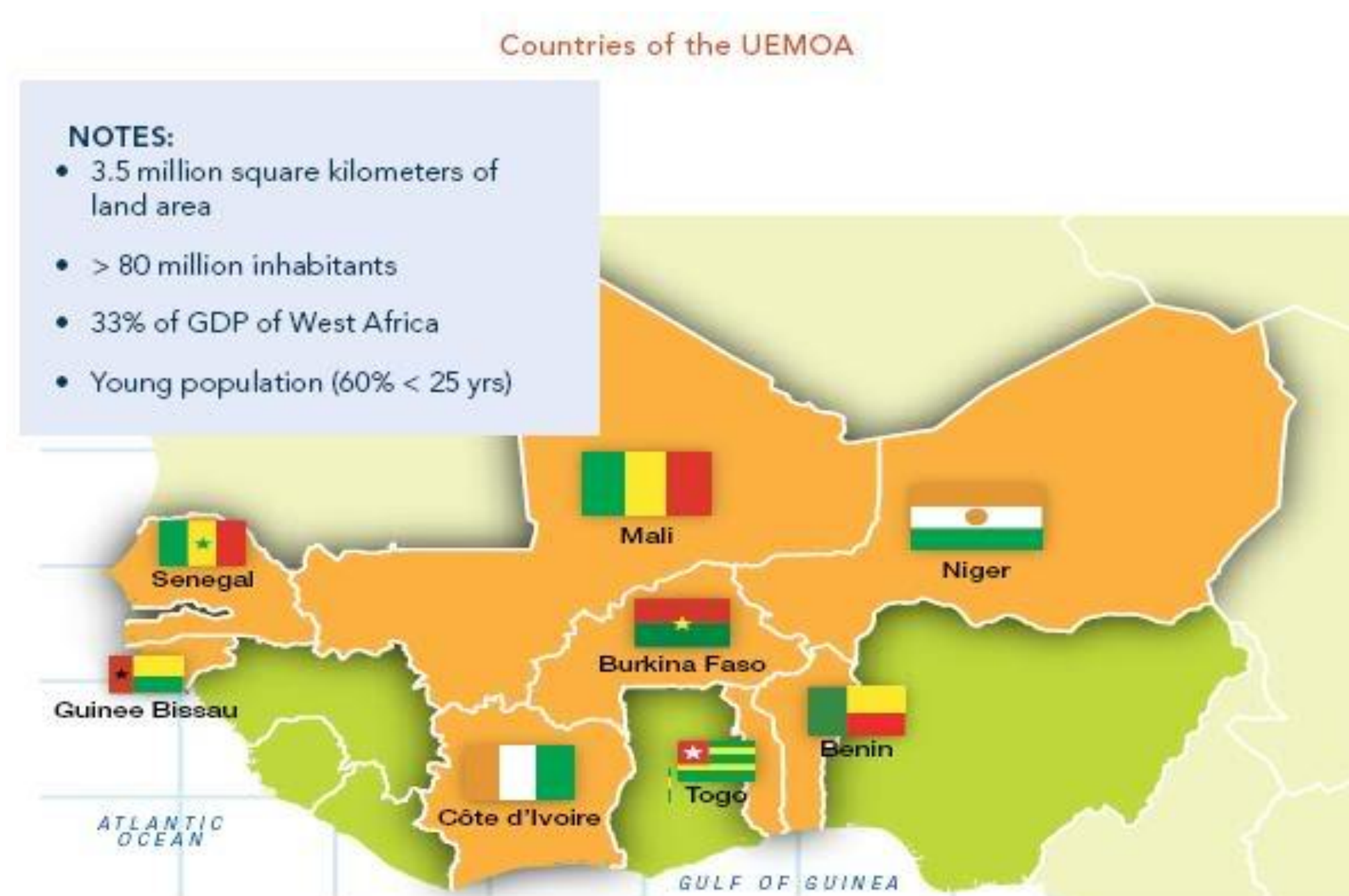


Une démarche concertée est-elle possible en matière de gestion des stocks et d'aménagement des pêcheries côtières dans l'espace UEMOA en Afrique de l'Ouest ?

Massal FALL*, Ndiaga THIAM, Modou THIAW et Modou THIAM

Centre de Recherches Océanographiques de Dakar – Thiaroye (CRODT) – BP 2241, Dakar, SENEGAL - *Correspondant : massal.fall@gmail.com

1. Contexte – La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), créée le 10 janvier 1994, regroupe le Sénégal, le Burkina Faso, la Guinée-Bissau, le Mali, le Togo, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Niger. Elle a mis en place en 2005 le *Projet Régional d'Evaluation des Stocks Halieutiques* (PRESH) qui concerne les zones économiques exclusives (ZEE) de l'espace UEMOA et de ses environs immédiats (Mauritanie, Gambie, Guinée et Ghana)(Figure). Cette initiative s'inscrit dans le cadre global d'une tentative plus ou moins concertée de gestion des stocks et d'aménagement des pêcheries dont nous analysons ici les chances de succès dans l'espace UEMOA qui couvre une superficie terrestre de 3.5 millions de km², héberge 30 % de la population africaine.



Espace UEMOA en Afrique de l'Ouest

2. Acquis, points forts – Le Tableau ci-dessous donne une idée des avantages, la liste n'étant pas exhaustive, pour que les Etats de l'espace UEMOA puissent aller dans le sens d'une gestion partagée de leurs stocks.

Actions, projets, problèmes à résoudre, etc.	Avantages, intentions affichées, etc.
Réalisation des 1 ^{ères} campagnes de type (PRESH, financement UEMOA)	Evaluation des stocks démersaux et pélagiques côtiers dans les ZEE d'Etats membres ou non de l'UEMOA via des moyens humains, financiers et matériels propres. ZEE contiguës. Stocks partagés
Développement de la plateforme web CountryStat [®] (UEMOA, FAO, etc.)	Permettre à plusieurs pays subsahariens de collecter, publier et diffuser leurs informations statistiques (pêcheries et pêche scientifique), rendues, de facto, homogènes et compatibles aux plans national et internat
<i>Projet Système d'information et d'Analyse des Pêches (SIAP, UE)</i>	Mise à disposition des logiciels «TrawlBase» (saisie informatisée de 14 000 stations issues de 480 campagnes scientifiques ouest-africaines), «First-SIAP» (saisie des données de campagnes en mer) et («Statbase» (compilation de statistiques de pêche commerciale)
<i>Improve Scientific and Technical Advices for Fisheries Management (ISTAM, UE)</i>	Appuyer les institutions de recherche nationales et régionales dans le diagnostic, l'évaluation et la gestion des stocks avec recours aux méthodes adéquates aux échelles spatiales appropriées (COPACE, UEMOA, etc.)
<i>Canary & Guinean Current Large Marine Ecosystem (CCLME et GCLME, FEM et pays participants)</i>	Organisent régulièrement des groupes de travail techniques et des campagnes acoustiques (+ institutions de recherche de la zone UEMOA et Fondation NANSEN). Appuient la conclusion d'accords régionaux, l'élaboration d'un cadre juridico-institutionnel durable et le renforcement des connaissances et des capacités
Stocks surexploités, pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), positions non encore concertées (textes réglementaires, signature d'accords de pêche, etc.)	Volonté ferme d'aller dans le sens d'une gestion des stocks et d'un aménagement des pêcheries durables, de mutualiser les moyens contre la pêche INN et d'harmoniser les positions aux plans réglementaires et de signatures d'accords de pêche avec des Etats tiers

3. Limites, faiblesses – Les principaux obstacles sont listés ci-dessous:

- absence dans les 1^{ères} campagnes PRESH, d'Etats membres (Guinée-Bissau, raisons sécuritaires) ou non (Libéria et Sierra Leone, non impliqués) de l'UEMOA
- certains Etats membres peinent souvent à être à jour de leurs cotisations
- persistance de la signature unilatérale d'accords de pêche (Mauritanie, Guinée-Bissau, Guinée, etc.) alors que d'autres sont dans une situation de blocage (Sénégal depuis juin 2006 avec l'UE)
- continuation de la pêche INN (252 cas entre janvier 2010 et juillet 2012 au large de la Sierra-Leone, par ex)
- chaque pays de l'espace conserve son propre Code de la Pêche Maritime qu'il applique plus ou moins mal, par ailleurs
- les barrières linguistiques (anglais, français, portugais et arabe), socioculturelles (us et coutumes), économiques (même si le libéralisme domine) et alimentaires (le poids de la pêche diffère selon les Etats), voire politique (coexistence d'états démocratiques et non démocratiques) et sécuritaires (cf. situation au Mali, au Niger et en Côte d'Ivoire) viennent amplifier un tel état de fait
- enfin, les résultats attendus de la plupart des organisations, organismes ou projets sous-régionaux (CEDEAO, CSRP, UEMOA, CCLME, GCLME, UEMOA, etc.) tardent à se matérialiser pour plusieurs raisons: approches redondantes et non concertées, lourdeurs ou retards dans l'exécution des tâches, etc.

4. Conclusion – La volonté politique, l'existence d'outils et d'instruments à même de promouvoir une gestion concertée des ressources halieutiques au sein de l'espace UEMOA ne suffisent pas. Il urge de les traduire en actes concrets en transcendant tous les nombreux écueils qui tendent à les rendre inopérants. L'exemple de la Commission pêche de l'UE est édifiante de ce point de vue. Ce faisant, on rendra un grand service à la sous – région ouest africaine, à l'espace UEMOA en particulier

5. Références –

- Fall M. 2012. Synthèse des rapports scientifiques des campagnes démersales en Mauritanie, au Sénégal, en Gambie et en Guinée (1^{er}-31mai 2012). Document UEMOA, décembre 2012: 37 pages
- Guitton J. et Gascuel D. TrawlBase-SIAP : un outil de gestion des données de campagnes de chalutage scientifique. Site : halieut.roazhon.inra.fr/first/rapports/.../NoteCommunication_Guitton.doc. Doc. non daté, 4 p.
- www.uemoa.int
- www.countrystat.org/home.aspx?c=UEM
- www.spcsrp.org/Liens/SIAP
- www.projet-istam.org
- www.canarycurrent.org/le-projet-cclme
- www.unido.org/what-we-do/and/gclme.html
- www.eaf-nansen.org